

pour faire concurrence aux Américains sur les marchés européens, où ils ont les mêmes facilités d'accès que nous. L'agriculteur canadien deviendrait nécessairement une quantité négligeable comme producteur sur les marchés mondiaux.

Et que deviendrait le manufacturier dans tout ceci? Si nous abolissions notre tarif, comme le demandent ces messieurs, nous serions immédiatement submergés par les produits de nos voisins. On ne saurait sérieusement prétendre que nos manufacturiers pourraient prospérer, si la concurrence américaine avait le libre accès de nos marchés et qu'en même temps les leurs nous seraient interdits.

Le Canada est comparativement un jeune pays. Nous ne sommes encore que dans l'enfance de notre développement, nos ressources naturelles sont presque intactes, et, cependant, je n'hésite pas à affirmer que nous avons suffisamment de ressources naturelles pour subvenir aux besoins d'une grande nation, lorsqu'on les aura mises en exploitation. Peut-on imaginer que ce développement puisse se faire, si l'on adopte une politique comme celle que l'opposition préconise? Le Gouvernement actuel est en faveur de la protection, c'est le principe fondamental de son programme. Il ne cherche pas à le cacher et proclame que c'est la seule politique qui puisse assurer le développement de la vie nationale au Canada.

Au lieu de fabriquer ici nos matières premières, nous nous appauvrissons tous les jours en les expédiant aux Etats-Unis. Nous achetons chaque jour pour \$1,000,000 de plus aux Etats-Unis que nous leur vendons. La balance du commerce nous est défavorable et, en conséquence, notre argent a perdu de douze à quinze pour cent de sa valeur sur leurs marchés, alors que pour y avoir accès nous payons un tarif plus élevé que celui que nous leur imposons. Nous sommes les meilleurs clients des Etats-Unis et, malgré tous les avantages que nous leur accordons, on discute actuellement dans leur Congrès la question d'élever contre nous un tarif tellement élevé qu'il sera presque insurmontable. Nous souffrons sérieusement de ces conditions adverses et le mal s'aggrave tous les jours. L'agitation constante de la part de certains politiciens au Canada pour le libre-échange, ou l'abaissement de notre tarif, a créé aux Etats-Unis l'impression qu'en adoptant un tarif plus élevé contre nous, ils pourront obtenir la maîtrise de nos marchés. Ils ont inter-

L'hon. sir JAMES LOUGHEED.

prété les déclarations de nos adversaires à leur avantage et se proposent de ruiner nos industries, d'absorber notre commerce et, finalement, de commander à la partie nord du continent américain. Si ces messieurs, au lieu de travailler insidieusement à la ruine du commerce canadien, demandaient ouvertement l'annexion aux Etats-Unis, il serait plus facile de les comprendre et de les combattre. Le seul résultat pratique de l'adoption d'une politique du genre de celle que demandent les libéraux et les fermiers, en face de l'attitude des Etats-Unis qui veulent augmenter leur tarif, sera de réduire le Canada au rang de simple dépendance de nos voisins au point de vue commercial. Une fois ce résultat obtenu,—et il serait inévitable si nos adversaires pouvaient imposer leurs vues au sujet du tarif,—on assisterait à une absorption graduelle de notre pays par les Etats-Unis. Il ne nous reste donc que deux alternatives, dont l'une est de rendre notre pays entièrement tributaire des intérêts financiers américains—et de perdre notre identité nationale—ou d'élever notre tarif en raison directe des conditions hostiles qui nous sont imposées, afin de conserver notre identité et d'édifier une vie nationale digne d'une grande nation anglo-saxonne.

Je suis loin de croire que la loi de notre pays puisse un jour appliquer ces théories du libre-échange. J'espère avec confiance que le bon sens de notre peuple et les conditions financières qui nous régissent, continueront à dicter et à conserver la politique fiscale suivie au Canada depuis la Confédération. Ce n'est pas encore cette défense des théories du libre-échange qui fait du tort au Canada; c'est plutôt cette attaque persistante et continue contre notre politique tarifaire. Il n'y a rien de plus propre à entretenir les inquiétudes dans le monde de notre commerce et de notre finance, que ces attaques périodiques, faites par des partis et des journaux politiques, en vue de renverser le Gouvernement du jour. C'est le devoir de tout citoyen envers son pays de faire cesser ces discours insensés et ces attaques contre les intérêts de nos capitalistes et contre notre politique commerciale. Tant que le public n'aura pas une entière confiance dans la politique commerciale du pays, politique sur laquelle on s'est basé pour fonder des entreprises financières et créer des avenues pour notre commerce, nous ne pouvons espérer voir le public répondre aux demandes de l'intérêt national, pour le dé-